

Province de l'Oudalan, région du Sahel, Burkina Faso

Contexte

L'accroissement continu de l'insécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso depuis 2019 a engendré le ralentissement voire l'arrêt des activités économiques et agropastorales, ou encore de l'exploitation minière. Cela a mené au déplacement massif des populations vers le chef-lieu de province (Gorom-Gorom). Ainsi, on dénombrait 1 121 960 personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso fin mars 2021, parmi lesquels 347 159 se trouvaient dans la région du Sahel¹. En particulier, la province de l'Oudalan accueillait 47 670 PDI.

Les populations déplacées et non déplacées vivant dans la province se sont retrouvées dans une situation d'accès limité à leurs moyens de subsistance. Le manque de revenu disponible et suffisant qui en découle a engendré la détérioration de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle des ménages.

En effet, selon l'enquête nutritionnelle nationale SMART², la région du Sahel comptait 43% des enfants de 0-59 mois souffrant de malnutrition chronique, et 15,1% des enfants de 5 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë globale (MAG). Ce dernier taux se situe au-delà du seuil d'urgence de 15% défini par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Par ailleurs, lors de l'évaluation multisectorielle des besoins REACH, 43% des ménages non déplacés et 40% des ménages PDI de la province de l'Oudalan ont rapporté s'être endormis affamés au moins une fois dans le mois précédant la collecte de données³.

Dans ce contexte, l'initiative REACH, financée par la direction générale de la Protection civile et des opérations d'aide humanitaire européenne (DG-ECHO), a planifié une évaluation dans cette province. Le but de cette dernière est de renseigner la situation actuelle et les besoins des populations en matière de moyens de subsistance ainsi que les expériences vis-à-vis de l'assistance humanitaire reçue.

Méthodologie

La collecte de données s'est déroulée du 04 au 09 mars 2021. En raison de l'accès limité à certaines communes de la province de l'Oudalan, l'évaluation a adopté une approche quantitative basée sur des entretiens avec des informateurs clés (IC) soit en personne dans le chef-lieu de la commune de Gorom, soit à distance via des échanges téléphoniques. La collecte de données a permis d'interroger 125 IC dans 110 localités. Les IC ont été choisis en fonction de leur connaissance de la localité. Ainsi, les IC sont soit des responsables communautaires, des responsables religieux ou des autorités coutumières. Plusieurs IC ayant été interrogés par localité, les données ont ensuite été agrégées via un script R.

Un volet qualitatif a été mis en œuvre afin d'informer sur les tendances observées, les principaux chocs rencontrés par les populations et les conséquences de l'insécurité sur les populations et leurs moyens de subsistance. Ainsi, d'une part, quatre entretiens semi structurés (avec des IC travaillant dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'orpaillage) ont été réalisés. D'autre part, deux groupes mixtes de discussions (PDI et non déplacés) ont été menés au niveau du chef lieu de la commune de Gorom-Gorom. Les résultats qualitatifs obtenus ont été analysés via une grille de saturation. Les résultats quantitatifs et qualitatifs présentés sont indicatifs de la situation dans les localités évaluées. L'ensemble des données collectées sont disponibles sur le [REACH Resource Center](#).

Moyens de subsistance habituels

La province de l'Oudalan dans le Sahel fait partie d'une zone dite d'élevage transhumant et de mil. Elle était déjà l'une des zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire chronique avant l'émergence de la crise sécuritaire⁴. Traditionnellement, les activités de la population de cette région sont axées presque exclusivement sur l'élevage, mais sont de plus en plus dépendantes de l'agriculture. Ainsi, dans respectivement 99% et 98% des localités couvertes par l'évaluation, l'agriculture et l'élevage ont été rapportés comme principaux moyens de subsistance par les IC, ce qu'on a confirmé les participants au groupe de discussion, notamment la pratique de l'agriculture de subsistance, sur des superficies limitées. Les participants aux groupes de discussion ont aussi spécifié que bon nombre d'habitants de localités rurales récoltent le fonio dans la forêt pour compléter leurs récoltes agricoles de la saison.

Selon les participants aux groupes de discussion, les pasteurs et agropasteurs exerçaient des activités annexes pour compléter leur revenu, notamment l'orpaillage (dans 34% des localités selon les IC), le commerce (24%), le tourisme et la migration. Dans la commune de Markoye, le petit commerce et l'orpaillage ont été rapportés comme une source de revenus dans 50% des localités couvertes. Dans le secteur du commerce, les participants ont rapporté que les habitants de l'Oudalan pratiquent surtout la vente d'animaux et le groupe des non déplacés a spécifié la vente de produits manufacturés et de céréales. D'autres participants ont indiqué travailler comme des journaliers ou des salariés dans des projets ou des organisations non gouvernementales (ONG) qui sont implantées et exercent dans la province.

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), Situation des PDI par commune du Burkina Faso, mars 2021

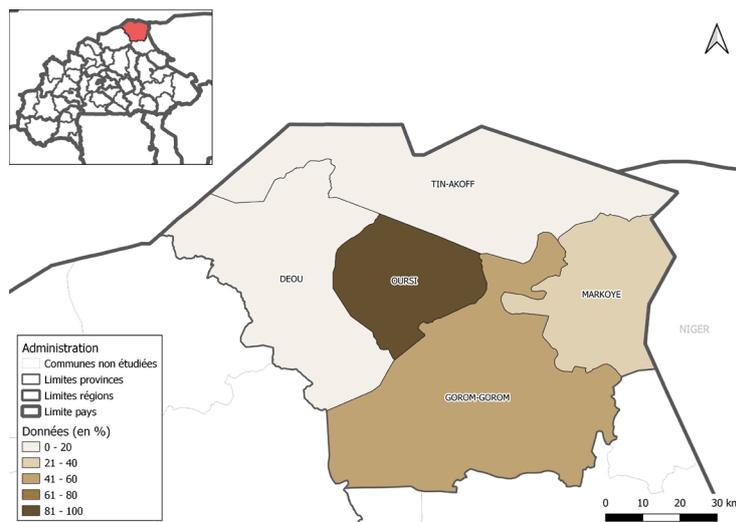
2. Ministère de la Santé du Burkina Faso, [Enquête nutritionnelle nationale](#), décembre 2020

3. REACH, [Evaluation multisectorielle des besoins du Burkina Faso](#), février 2021

4. Famine Early Warning System Network, [Zonage des moyens de subsistance et activités au Burkina Faso](#), 2011

Couverture géographique

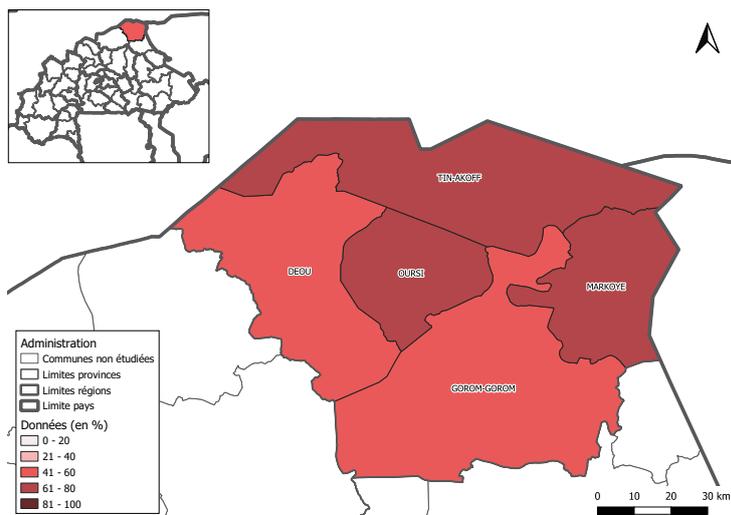
Localités évaluées par commune dans la province de l'Oudalan :



Proportion de localités évaluées par commune de l'Oudalan :

	Déou	Gorom-Gorom	Markoye	Oursi	Tin-akoff
# total de localités	55	108	52	14	72
# de localités évaluées	10	57	18	14	11
Couverture	18%	53%	35%	100%	15%

% des localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels :



Déou	Gorom-Gorom	Markoye	Oursi	Tin-akoff
60%	53%	78%	79%	64%

Dans **62%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données.

Principaux chocs observés

La situation nutritionnelle des ménages vivant dans la région du Sahel semble s'être détériorée au cours de la dernière année d'après l'évaluation SMART⁵. La MSNA de REACH a par ailleurs révélé des seuils critiques en matière de sécurité alimentaire des ménages dans la province de l'Oudalan en 2020⁶, aussi bien dans la communauté PDI que parmi les ménages non déplacés. La province semble faire face à des chocs essentiellement liés à l'insécurité et aux restrictions de mouvement associées aux mesures de contrôle de la propagation du COVID-19 selon les IC. En effet, la très forte insécurité dans la province de l'Oudalan a contribué à déstabiliser durablement l'accès des ménages à leurs moyens de subsistance. D'autre part, la fermeture des frontières a rendu difficile les transhumances et le commerce transfrontalier, dans une zone où le pastoralisme et l'agropastoralisme prévalent.

1. Insécurité

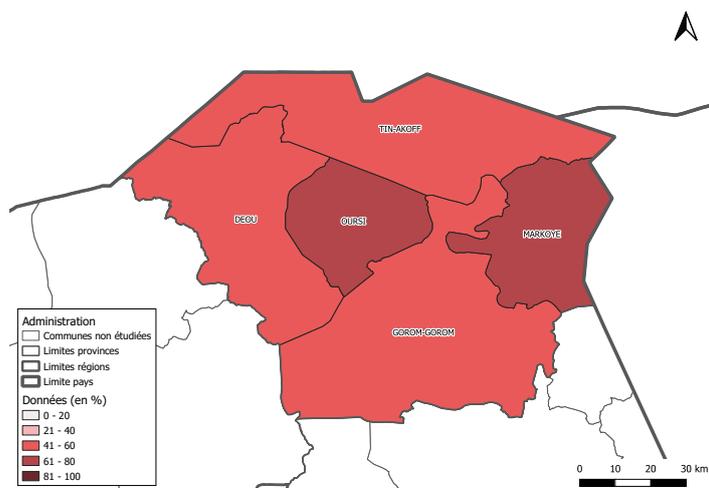
Les participants aux entretiens et aux groupes de discussion ont tous rapporté que l'insécurité constitue un choc majeur aux moyens de subsistance des habitants de la province de l'Oudalan. De même, dans 58% des localités enquêtées, l'insécurité a été rapportée comme la raison principale de la perturbation d'accès aux moyens de subsistance habituels de la majorité des ménages au cours du mois précédant la collecte de données.

Sur le secteur de l'élevage, l'insécurité a entraîné la perte par vol ou par abandon des animaux selon les participants aux groupes de discussion. En effet, bon nombre de pasteurs se sont vu dérober leurs animaux par des groupes armés et d'autres ont été contraints d'abandonner leurs animaux pour pouvoir fuir. Selon les IC, les activités de transhumance et le commerce de bétail ont par conséquent connu un ralentissement voire l'arrêt total dans beaucoup de localités de la province.

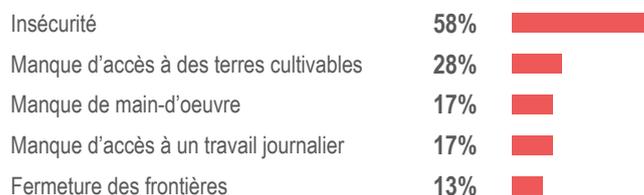
Par ailleurs, dans le secteur agricole les participants ont rapporté que l'insécurité a entraîné une réduction des superficies cultivables due à l'inaccessibilité de certaines terres. De plus, l'accès aux intrants agricoles est devenu difficile à cause du manque de revenu et de l'inaccessibilité des marchés.

L'insécurité liée aux attaques sur les marchés ou sur les axes a impacté le secteur commercial et le fonctionnement des marchés. En effet, dans 45% des localités enquêtées, dont 89% et 64% des localités des communes de Markoye et Tin-akoff, l'insécurité sur la route a entravé l'accès aux marchés selon les IC. De même, dans 42% des localités enquêtées, dont 89% dans la commune de Markoye, les IC ont rapporté que l'insécurité sur les marchés constituait une barrière à leur accès. En outre, les participants ont rapporté que bon nombre de marchés n'étaient plus fonctionnels, notamment dans deux des cinq communes de la province. La fermeture des marchés est principalement due aux attaques répétées au sein des marchés ou sur les axes reliant les marchés. Selon les participants aux groupes de

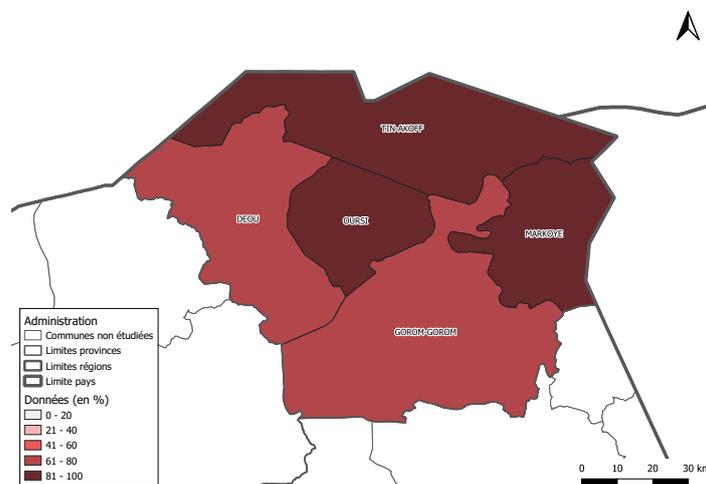
% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas eu un accès optimal à leurs moyens de subsistance habituels en raison de l'insécurité :



% de localités évaluées par principaux chocs rapportés ayant affecté l'accès aux moyens de subsistance habituels⁷ :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture :



discussion, l'insécurité a également causé des retards d'avancement des travaux de réfection de certaines routes ce qui a entraîné l'augmentation des coûts de transports, comme pour celle menant au chef-lieu de province (Gorom).

2. Conditions climatiques

Les IC interrogés, comme les participants au groupe de discussion, ont rapporté que les aléas climatiques n'ont pas fortement impacté les moyens de subsistance des habitants de l'Oudalan lors de la dernière saison agricole. Dans seulement 5% des localités, les IC ont rapporté les mauvaises conditions climatiques comme principal facteur de perturbation de l'accès aux moyens de subsistance de la majorité des ménages au cours du mois précédant la collecte de données.

Par ailleurs, certains participants au groupe de discussion de la communauté non déplacée ont souligné les dégradations mineures de certaines routes des marchés causées par le ruissellement des eaux de pluie. Ce même groupe a rapporté que la route principale menant au chef-lieu de la province (Gorom) est difficilement praticable en saison pluvieuse à cause des travaux de réfection.

5. Ministère de la santé Burkinabé, [Enquête nutritionnelle nationale](#), décembre 2020

6. REACH, [Évaluation multisectorielle des besoins du Burkina Faso](#), février 2021

7. Réponse à choix multiples, le total des pourcentages peut excéder 100%

3. Pression démographique

L'insécurité n'explique pas à elle seule la situation préoccupante constatée dans l'Oudalan en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Ainsi, les participants aux groupes de discussion ont rapporté que le secteur agricole a souffert d'une part de la pauvreté des terres et d'autre part du manque de superficie cultivable. Le manque de ressources et d'espace concerne également les pasteurs, qui se sont retrouvés concentrés par l'insécurité au niveau du chef-lieu de province sans ressources en eau et pâturage suffisantes pour mener leurs activités, selon les participants.

En raison de la pauvreté des sols et des pressions démographiques exercées par l'accroissement de la population, la plupart des ménages ont rapporté ne pas parvenir à se procurer suffisamment de réserves en nourriture pour plus de quelques mois. Dans 82% des localités enquêtées, les IC ont par exemple indiqué que la majorité de la population ne parvenait pas à combler ses besoins alimentaires au moment de la collecte de données. Cette situation a entraîné une dépendance à la disponibilité d'autres sources de revenu le reste de l'année pour pouvoir acheter des céréales, alors que dans 91% des localités enquêtées, les IC ont indiqué une diminution du revenu des ménages au cours des six mois précédant la collecte de données.

4. COVID-19

Bien que les cas de malades de la COVID-19 dans la province de l'Oudalan restent limités, les participants ont rapporté que les restrictions de mouvement causées par les mesures de lutte contre la COVID-19 ont affecté les moyens de subsistance des éleveurs des cinq communes. En effet, une bonne partie d'entre eux ont éprouvé des difficultés à pratiquer la transhumance, résultat de la fermeture des frontières. Certains migrants sont aussi bloqués dans les pays voisins car les possibilités de contournement des restrictions sont coûteuses et très risquées. En particulier, 27% des localités de la commune de Tin-akoff étaient concernées par ces difficultés selon les IC.

Les participants au groupe de discussion de la communauté non déplacée ont souligné que certains travailleurs locaux d'ONG et de mines ont été mis au chômage à cause de la COVID-19. En outre, les IC ont rapporté que la fermeture des frontières dans le cadre de la lutte contre la propagation de la COVID-19 a causé le ralentissement de l'exportation du bétail, des difficultés de commande et d'acheminement de matériels et marchandises ainsi que la hausse des prix de certains produits.

5. Stratégies d'adaptation et accès à l'assistance humanitaire

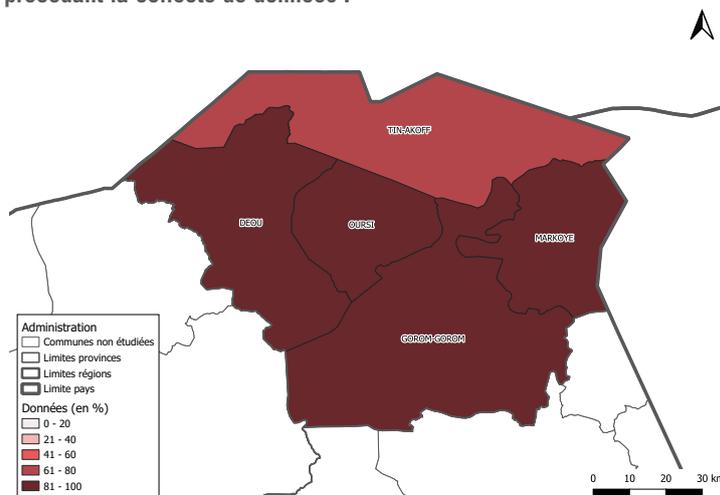
Afin de mitiger les effets des contraintes sur les moyens de subsistance, les ménages ont dû adopter des stratégies d'adaptation. Les principales stratégies d'adaptation rapportées par les IC étaient l'emprunt de nourriture à des proches (63% des localités), la consommation d'aliments moins appréciés (30%) et la diminution des dépenses liées à l'alimentation (26%)⁸. Dans les localités de la commune de Markoye, la réduction du nombre de repas, la réduction des portions alimentaires ainsi que la restriction de la consommation des adultes ont également fait partie des principales stratégies d'adaptation de la majorité de la population mises en place dans plus de la moitié des localités selon les IC.

% de localités évaluées par principales stratégies d'adaptation rapportées⁸:

Emprunt de nourriture	63%	<div style="width: 63%;"></div>
Consommation d'aliments moins appréciés	30%	<div style="width: 30%;"></div>
Réduction du nombre de repas	27%	<div style="width: 27%;"></div>
Réduction des dépenses alimentaires	26%	<div style="width: 26%;"></div>
Réduction des portions alimentaires	17%	<div style="width: 17%;"></div>

8. Réponse à choix multiples, le total des pourcentages peut excéder 100%

% des localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait subi une diminution de son revenu au cours des six mois précédant la collecte de données :



Déou	Gorom-Gorom	Markoye	Oursi	Tin-akoff
100%	91%	100%	93%	55%

Dans 91% des localités évaluées, les IC ont rapporté que le revenu des ménages avait diminué au cours des 6 mois précédant la collecte de données.

Lors des groupes de discussion, les participants ont souligné le même type de stratégies d'adaptation, ainsi que la solidarité entre les ménages permettant aux uns et aux autres d'aller manger dans des ménages autres que les leurs. Les PDI participant au groupe de discussion ont rapporté que les adultes sautaient des repas pour nourrir les enfants. En outre, une nouvelle stratégie mise en œuvre selon le groupe de discussion des PDI a été la pratique de la mendicité par les adolescents et certains chefs de familles pour nourrir les enfants. Pour le groupe de la population non déplacé, c'est la vente de certains biens comme les terrains et les animaux d'élevage pour acheter de la nourriture ou payer des soins de santé qui a été rapportée.

En ce qui concerne l'assistance, 37% des localités ont bénéficié de cette assistance, qui pour la plupart ne concernait qu'une minorité de la population. Les IC ont rapporté que les acteurs humanitaires sont intervenus dans la province par la distribution en nature (29% des localités) et les transferts monétaires (7%). Certains IC ont également rapporté la réhabilitation des points d'eau, la promotion des activités génératrices de revenu (AGR) par l'octroi des animaux d'élevages, les soins de santé et l'éducation des enfants comme autres types d'assistance humanitaire mis en place.

Conclusion

Si les conséquences des aléas climatiques sur les moyens de subsistance ont été relativement faibles dans la province de l'Oudalan selon les données collectées au cours de cette évaluation, la sécurité alimentaire de la population a été fortement affectée par l'insécurité, en particulier dans les communes de Makoye et de Tin-akoff. La prévalence du pastoralisme dans la province est synonyme d'un nombre important de ménages vulnérables aux variations de prix, dans un contexte où la fermeture des frontières liée à la COVID-19 a entraîné le blocage de certains transhumants dans des zones inadaptées à la saison, tout en diminuant les opportunités de commerces de bétail. La pratique d'activités complémentaires n'a pas suffi à stabiliser le revenu de la majorité des ménages, qui a diminué au cours des six mois précédant la collecte de données dans 91% des localités selon les IC. A l'approche de la période de soudure (juin - août), cette situation est particulièrement préoccupante. Les aides humanitaires, la solidarité entre les populations et les stratégies d'adaptation sont des facteurs qui contribuent à apaiser la situation. Ces ménages vivent dans une situation de précarité qui risque de s'aggraver tout au long de la période de soudure à venir (mois de juin à août). Un suivi spécifique de la situation nutritionnelle pourrait donc être nécessaire afin d'identifier les zones d'incidence de la malnutrition aiguë sévère et d'en limiter les effets.